

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N°410 / Mai 2024

## TENDANCES CONJONCTURELLES

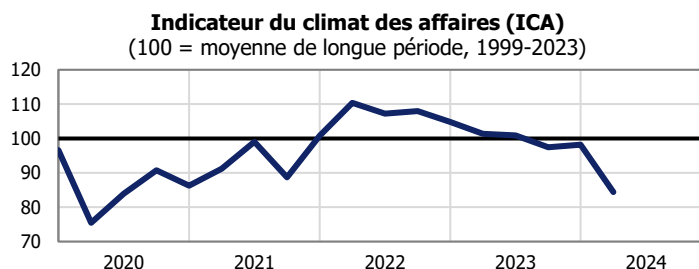
1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2024

**L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) du premier trimestre 2024 intègre pleinement le contexte de crise majeure du nickel. Il n'intègre en revanche pas celui des émeutes insurrectionnelles de mai 2024. En effet, les entreprises ont été interrogées après l'annonce de retrait de Glencore de KNS en février 2024, mais avant les émeutes déclenchées le 13 mai 2024. Cette publication permet donc de faire un premier point de situation avant le début des émeutes du mois de mai.** Cette situation exceptionnelle n'a pas toujours permis à nos partenaires de nous communiquer l'ensemble des données habituellement analysées dans le cadre des tendances conjoncturelles

### L'économie calédonienne est très affectée par la crise du secteur nickel

#### L'indicateur du climat des affaires chute et se rapproche du plus bas enregistré lors de la crise sanitaire

**Au premier trimestre 2024, l'ICA enregistre une forte chute dans un contexte de grande inquiétude sur le secteur métallurgique calédonien.** Il baisse de 13 points, passant de 97,5 au T4 2023 (niveau déjà inférieur à sa moyenne de longue période) à 84,4 au T1 2024. Depuis la création de l'indicateur il y a 25 ans, il s'agit du deuxième point le plus bas après celui du T1 2020 (début de la crise sanitaire).



Source : IEOM, enquête de conjoncture

De nombreux indicateurs conjoncturels traduisent cette dégradation de la situation économique et l'attentisme des agents. La forte contraction de la production totale de crédits bancaires sur le premier trimestre en est une illustration (-35 % par rapport au T1 2023 et -46 % par rapport au T4 2023).

Le secteur métallurgique est confronté à une crise sans précédent. La période est caractérisée par l'impasse politique dans laquelle se trouve le Pacte Nickel proposé par l'Etat. Après le retrait de Glencore, KNS a stoppé sa production au premier trimestre dans l'attente d'un éventuel repreneur. Les difficultés persistantes sur les sites d'extraction de minerais se sont accentuées au second trimestre 2024. Elles menacent directement l'approvisionnement des usines métallurgiques, notamment la SLN dont la survie de l'appareil productif en dépend à très court terme.

### Emeutes de mai 2024

Les émeutes en Nouvelle-Calédonie survenues le 13 mai 2024 interviennent alors que le début de l'année était déjà marqué par une situation économique très dégradée par la crise du nickel.

Le coût des destructions liées aux émeutes est considérable, plusieurs centaines d'entreprises ayant subi des dégradations, sans compter les infrastructures publiques. Au-delà du bilan humain et matériel, ces destructions entraîneront une hausse substantielle du nombre de chômeurs alors que la situation financière des comptes sociaux était déjà critique.

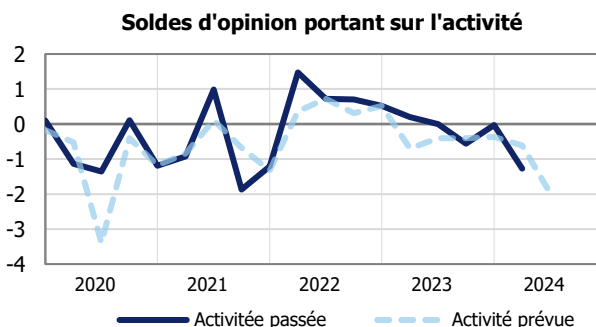
## Les perspectives d'activité se dégradent fortement

L'activité des entreprises se dégrade fortement au premier trimestre 2024. 60 % des entreprises interrogées déclarent ainsi une dégradation de leur activité alors qu'elles n'étaient que 22 % au trimestre précédent.

Les chefs d'entreprises sont également particulièrement pessimistes pour le prochain trimestre (hors impacts liés aux émeutes). Le solde d'opinion sur l'activité prévue se dégrade fortement (-1,4 pt).

65 % des entreprises interrogées considèrent que la dégradation de la situation des métallurgistes au 1<sup>er</sup> trimestre a eu un impact négatif sur leurs chiffres d'affaires. Elles sont 79 % à anticiper une baisse de leur chiffre d'affaires en 2024 du fait de cette dégradation de l'activité métallurgique.

À un horizon de 12 mois, 28 % des entreprises répondantes craignent une défaillance (contre 17 % au T4 2023).

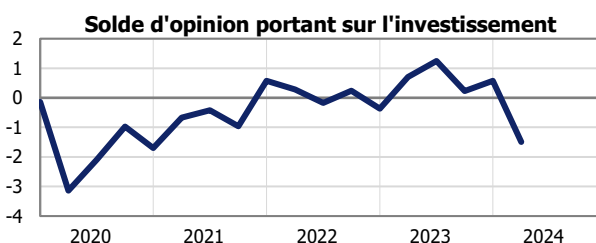


Source : IEOM, enquête de conjoncture

## Les perspectives d'investissement se détériorent nettement

Le solde d'opinion portant sur l'investissement à 12 mois chute au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 (-2,1 pt). Il souligne le manque de confiance des chefs d'entreprises en l'avenir alors que les perspectives sur le secteur métallurgique sont mauvaises.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, la production totale de crédits aux entreprises (hors découverts, chiffres bruts) est en fort retrait en rythme trimestriel (-46,8 %). Le plus fort recul concerne les crédits immobiliers (-65,9 %), puis les crédits d'équipements (-62,9 %). Les crédits de trésorerie reculent également de 20,6 %.

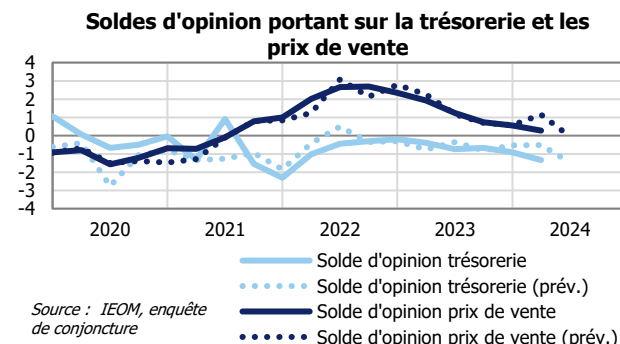


Source : IEOM, enquête de conjoncture

## Les tensions de trésorerie s'accroissent alors que les entreprises constatent une dégradation des délais de paiement

La trésorerie des entreprises se dégrade : le solde d'opinion sur la trésorerie passée se contracte de 0,4 pt et celui sur la trésorerie anticipée au prochain trimestre de 1,0 pt. Surtout, les entreprises interrogées constatent une nette détérioration des délais de paiement (-1,1 pt) et n'anticipent pas d'amélioration (-0,6 pt).

Les soldes d'opinion sur les prix de vente passés et anticipés continuent de baisser, confirmant le très net apaisement des tensions inflationnistes sur le territoire ces derniers mois. Ils retrouvent désormais un niveau proche de leur moyenne de longue période.

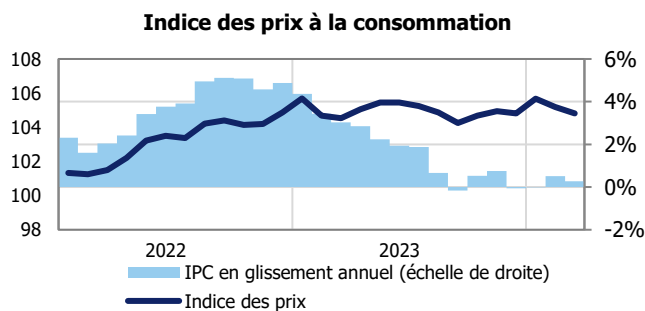


Source : IEOM, enquête de conjoncture

## Les prix sont désormais stables

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, l'indice des prix à la consommation (IPC) est stable (0,0 % sur un trimestre). La hausse des prix de l'alimentation (+3,2 %) est compensée par une baisse des prix de l'énergie (-2,6 %), des produits manufacturés (-2,3 %) et des services (-0,7 %).

En glissement annuel, l'inflation est particulièrement faible au mois de mars (+0,3 %). Elle confirme le retour à la normale de la dynamique des prix sur le territoire.



Source : ISEE

## Les perspectives sur l'emploi sont mal orientées

Le solde d'opinion sur les effectifs du trimestre passé se dégrade (-0,7 pt), celui portant sur le prochain trimestre se contracte davantage (-1,3 pt). Ces indicateurs confirment le retournement de la dynamique de l'emploi qui s'explique notamment par la réduction des perspectives d'activité autour de la zone VKP.

Les dernières données relatives à l'emploi publiées par l'ISEE portent sur le T3 2023. L'emploi salarié privé progressait alors : +0,2 % sur 3 mois (données corrigées des variations saisonnières - CVS) et établissait un nouveau record.

## La consommation des ménages résiste mais la production de crédits aux particuliers recule fortement

La consommation des ménages se maintient au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 : le volume des transactions par carte (paiements et retraits) progresse de 1,1 % par rapport à la même période en 2023 (les 13 premières semaines de l'année).

En revanche, la production de prêts personnels et à la consommation continue de se replier ce trimestre (-13,9 % sur trois mois) et sur un an (-25,8 %). La production de crédits à l'habitat s'effondre (-53,8 % sur trois mois). Les immatriculations de véhicules particuliers neufs diminuent pour le deuxième trimestre consécutif (-11,3 % sur un trimestre, CVS). La demande est en très légère baisse sur le marché de l'occasion (-0,8 % sur un trimestre, CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages n'indiquent pas de dégradation au 1<sup>er</sup> trimestre 2024. Le nombre de personnes physiques interdites bancaires est stable sur le trimestre (+0,3 %) mais est en recul sur 12 mois (-6,8 %).

## La balance commerciale continue de se dégrader

La valeur des exportations représente 56,3 % des importations (CVS) au 1<sup>er</sup> trimestre contre 66,8 % le trimestre précédent et 68,7 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2023.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, les importations augmentent de 3,3 % (CVS) sur le trimestre (-14,1 % sur un an CVS) en raison d'une hausse des importations de combustibles en valeur.

Les exportations se contractent nettement sur le trimestre et sur l'année (-12,8 % et -29,5 % CVS) dans un contexte de cours du nickel moins favorable et de baisse des volumes exportés.

## Des situations sectorielles dégradées

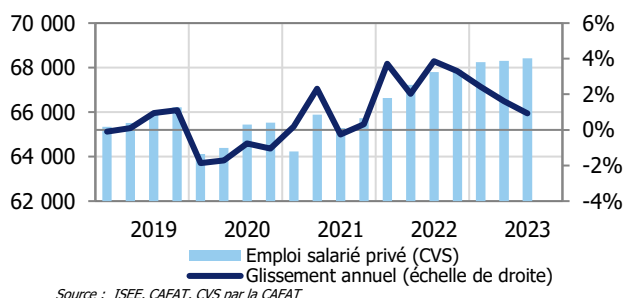
### Le secteur du nickel affronte une crise majeure

Le 1<sup>er</sup> trimestre est marqué par l'annonce de retrait de Glencore de l'usine du Nord, s'accompagnant de la mise en sommeil « chaud » de KNS (les fours sont maintenus à une température permettant leur éventuel redémarrage en cas de repreneur, mais il n'y a plus de production métallurgique). Les salaires des employés sont encore versés pendant 6 mois (jusqu'à fin juillet).

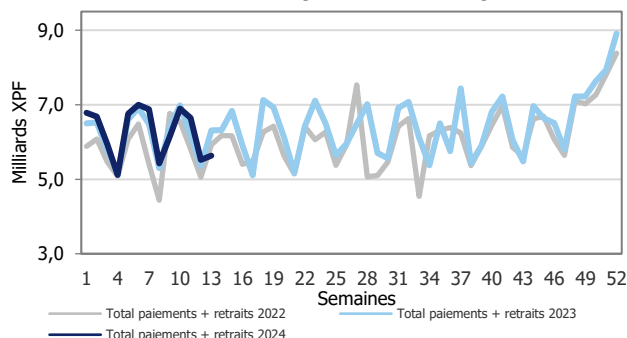
Les difficultés d'extraction se sont accrues sur les sites miniers, notamment en Province Nord où la SLN rencontre des difficultés d'accès à la ressource. Ces difficultés se sont amplifiées au second trimestre, menaçant même la survie de l'outil industriel qui doit constamment être alimenté en minerais.

La période est également caractérisée par les difficultés rencontrées par les acteurs politiques à parvenir à un accord sur le Pacte Nickel proposé par l'Etat. Celui-ci vise à soutenir le

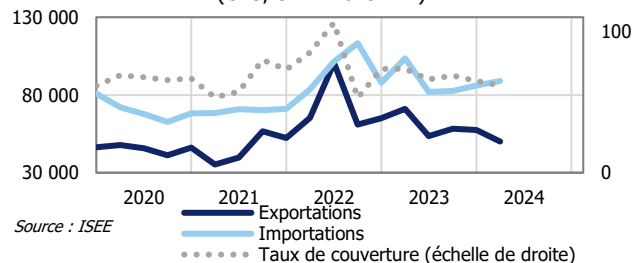
### Emploi salarié privé



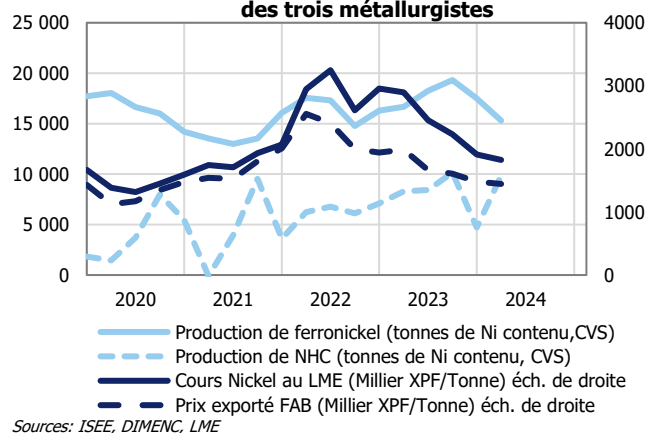
### Total paiement par carte et retraits / semaine (en milliards XPF)



### Echanges commerciaux (CVS, en millions XPF)



### Variation du cours et production métallurgique des trois métallurgistes



secteur en proposant notamment un approvisionnement énergétique plus compétitif.

Le cours du nickel au LME se contracte pour le cinquième trimestre consécutif (-4,4 % après -15,4 % le trimestre précédent). Les stocks de nickel répertoriés au LME continuent d'augmenter (+43,4 % par rapport au trimestre précédent), confirmant le déséquilibre entre l'offre et la demande à l'échelle mondiale.

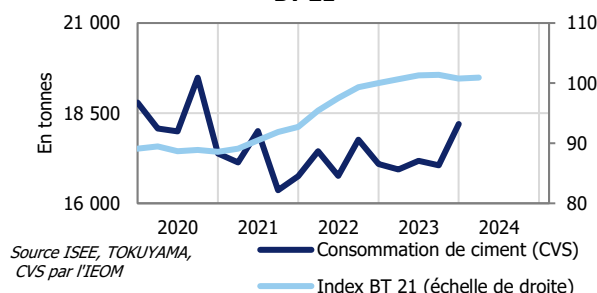
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, l'extraction minière se contracte légèrement (-1,9 % sur trois mois, CVS). Elle recule fortement sur un an (-26,8 %, CVS). La production métallurgique est stable. La mise en sommeil de KNS est compensée par une hausse de la production de NHC (+107,9 % sur le trimestre et +18,4 % en glissement annuel, CVS). La production de ferronickel est quant à elle en baisse (-12,5 % sur le trimestre et -8,3 % en glissement annuel, CVS).

## La situation du BTP continue de se dégrader malgré un rebond de la consommation de ciment

Les soldes d'opinion sur l'activité passée et prévue du secteur du BTP se dégradent au 1<sup>er</sup> trimestre 2024. Ils se situent en deçà de leur moyenne de longue période. Le solde portant sur les prévisions d'investissement des chefs d'entreprises interrogés continue de se dégrader. Le solde d'opinion sur les effectifs anticipés baisse et se trouve désormais en territoire négatif. Le solde d'opinion sur les effectifs passés est quant à lui en territoire négatif depuis deux trimestres suggérant une dégradation de l'emploi salarié dans le secteur du BTP.

En revanche, au 4<sup>e</sup> trimestre 2023 (dernières données disponibles), les ventes de ciment se sont redressées (+6,7 %, CVS). Elles retrouvent un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 2021 mais qui reste particulièrement faible au regard de la moyenne de longue période. Le prix des matériaux de construction augmente légèrement au T1 2024 (+0,2 % sur le trimestre et +0,3 % sur un an pour l'index BT 21).

Evolution des ventes de ciment et de l'index BT 21



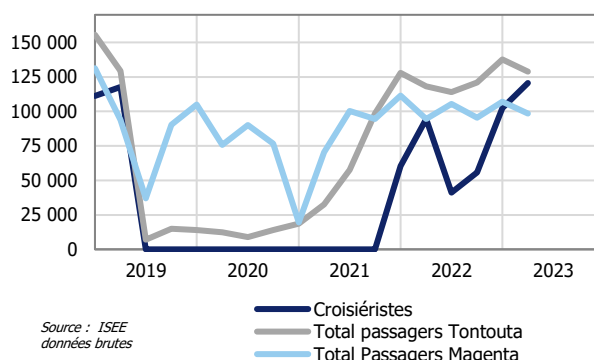
## Les professionnels du tourisme sont pessimistes

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, les professionnels du tourisme sont pessimistes, notamment sur l'activité prévue.

Le trafic de croisière est pourtant en hausse : 43 paquebots et 120 000 croisiéristes (données brutes) ont ainsi fait escale sur le territoire. Le nombre de croisiéristes atteint quasiment son niveau du 1<sup>er</sup> trimestre 2019 (127 608 croisiéristes). En revanche, l'île des pins et Maré n'accueillent toujours pas de bateaux de croisières.

Le nombre de passagers transportés par avion est en recul au 1<sup>er</sup> trimestre 2024. Les passagers transitant par l'aéroport de Tontouta sont en baisse de 6,5 % (données brutes). Le trafic aérien interne est également en contraction (-8,1 % par rapport au quatrième trimestre, données brutes).

Voyageurs et croisiéristes (en nombre)



## Le secteur primaire demeure confronté à des perspectives incertaines

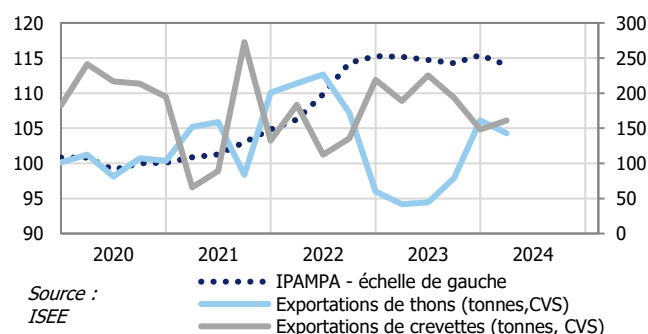
Si les professionnels du secteur jugent favorablement leur activité au premier trimestre, les perspectives se dégradent tant sur le niveau d'activité que sur l'investissement.

Les indicateurs de la filière élevage sont contrastés : baisse de 3,7 % des abattages de bovins (données CVS) tandis que les abattages de porcins augmentent sur le trimestre (+5,9 %, CVS).

Les exportations de crevettes progressent (160,9 tonnes exportées ce trimestre, soit +8,6 % sur 3 mois mais -14,8% sur un an, CVS). A contrario, les exportations de thons reculent (-11,3 % sur un trimestre, CVS) malgré une hausse du tonnage pêché (+6,6 %).

Le coût des intrants diminue au 1<sup>er</sup> trimestre 2024: l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) perd 1,2 % sur trois mois. Sur 12 mois l'indice est également en retrait (-1,0 %).

Indicateurs du secteur primaire



## L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE RESISTE MALGRE DE NOMBREUSES INCERTITUDES

En 2023, la croissance économique mondiale s'est élevée à 3,2 % selon les estimations publiées par le FMI en avril 2024. L'économie mondiale a fait preuve de résilience malgré les perturbations de certaines chaînes d'approvisionnement, la persistance d'une inflation soutenue et le resserrement généralisé de la politique monétaire. L'inflation mondiale s'est ainsi élevée à 6,8 % en 2023 après un pic à 8,7 % en 2022. Pour les années 2024 et 2025, la hausse du PIB mondial devrait être identique à 2023 (+3,2 %) alors que l'inflation devrait continuer de ralentir (+5,9 % en 2024 et +4,5 % en 2025) selon le FMI. Plusieurs incertitudes pourraient toutefois entraîner une révision à la baisse de la prévision de PIB, notamment le risque d'une nouvelle flambée des prix des matières premières avec l'accroissement des tensions géopolitiques alors que l'inflation des services reste encore élevée.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2024, en glissement trimestriel, après une hausse de 0,8 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution reflète principalement un ralentissement de la demande intérieure (+0,7 % après +0,9 %) et une augmentation des importations (+1,8 %). Sur l'année 2024, le FMI anticipe une hausse du PIB de 2,7 %.

Dans la zone euro, l'activité économique a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2024 après un recul de 0,1 % au trimestre précédent. Le taux d'inflation de la zone a continué de ralentir pour s'établir à 2,4 % à fin mars 2024. Un an auparavant, il atteignait 8,3 % dans la zone euro. Le taux de chômage reste pour sa part stable, à 6,5 %, soit un niveau sensiblement identique à celui enregistré un an auparavant (6,6 %). Selon les prévisions du FMI, le PIB pourrait croître de 0,8 % sur l'ensemble de l'année 2024.

D'après l'Insee, le PIB de la France a crû de 0,2 % après une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution s'explique principalement par le rebond de l'investissement (+0,3 % après -0,9 %) et de la consommation des ménages (+0,4 % après +0,2 %). La contribution du commerce extérieur est en revanche nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par une diminution de la consommation des ménages (-0,7 %), de l'investissement (-0,3 %) et des exportations de biens et services (-5,0 %). Le FMI table sur une progression du PIB de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2024.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,2 % en 2024. L'activité serait particulièrement dynamique en Inde (+6,8 %) et en Chine (+4,6 %) et dans une moindre mesure en Russie (+3,2 %) et au Brésil (+2,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 23 mai 2024.

## LES PRESSIONS INFLATIONNISTES PERDURENT DANS LA REGION PACIFIQUE AU PREMIER TRIMESTRE 2024

Alors que le FMI anticipe un repli des tensions inflationnistes en 2024, la zone Pacifique présente encore au premier trimestre des zones où les pressions inflationnistes subsistent, contraignant les autorités monétaires à maintenir une politique restrictive.

Sur les trois derniers mois de 2023, l'**Australie** a enregistré une croissance de 0,2 % (+1,5 % sur l'année), soutenue par les dépenses publiques (+0,6 %). La consommation des ménages est atone (+0,1 %) tandis que leurs investissements immobiliers ont baissé, affectés par des coûts d'emprunt plus élevés. Les tensions sur le marché du travail persistent, le taux de chômage restant bas, 3,8 % en mars (+0,2 point en glissement annuel). Pour le cinquième trimestre consécutif, la progression de l'indice des prix a ralenti, +3,6 % en glissement annuel au premier trimestre. Il est encore malgré tout au-dessus de la cible de la Reserve Bank Of Australia, qui a par conséquent maintenu son taux directeur à 4,35 %.

Pour la deuxième fois depuis fin 2022, la **Nouvelle-Zélande** est entrée en récession, son PIB se repliant de 0,1 % au T4 2023 en glissement trimestriel (+0,6 % sur l'année), après -0,3 % au trimestre précédent. La consommation des ménages s'est certes redressée (+0,5 % après -0,9 % au troisième trimestre 2023), mais l'investissement privé s'est contracté de 8,7 % (+5,2 % au trimestre précédent). Alors que le marché de l'emploi a été marqué par la hausse du taux de chômage à 4,3 % (3,4 % en mars 2023), l'indice des prix à la consommation a augmenté de 4 % au premier trimestre 2024. Cette persistance des tensions inflationnistes explique le maintien du taux directeur de la Reserve Bank Of New Zealand à 5,50 %.

Selon le FMI la croissance indonésienne devrait se maintenir à 5 % en 2024 et en 2025. Au premier trimestre 2024, le PIB de l'**Indonésie** s'est accru de 5,1 %, grâce à une croissance de 19,9 % des dépenses publiques et de 4,9 % de la consommation des ménages. Depuis le début de l'année, les prix à la consommation tendent à augmenter (+3,1 % en rythme annuel en mars, après +2,6 % en décembre dernier). Pour autant, la Bank Indonesia a maintenu son principal taux directeur à 6 % tout au long du premier trimestre 2024, avant de l'augmenter de 0,25 point en avril dans le but de soutenir sa devise, au plus bas depuis quatre ans.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : Y. CARON – Responsable de la rédaction : J. CHARBONNEAU  
Rédaction : D. CHATELAIN, A. HUC, A. MILOUD, D. TITO  
Editeur : IEOM